

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 ANNECY

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **SAEME DANONE EAUX FRANCE**

Usine d' AMPHION  
BP 609  
74500 Évian-les-Bains

Références :20230619\_RAP\_Insp\_SAEME  
Code AIOT : 0006104663

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2023 dans l'établissement SAEME DANONE EAUX FRANCE implanté AMPHION ZI DU VIGNOBLE FRANC 74500 Publier. L'inspection a été annoncée le 02/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a demandé à rencontrer l'inspection pour présenter son projet d'extension. A cette occasion, le site a fait l'objet d'une visite d'inspection. Lors de cette visite de contrôle, il a notamment été abordé le sujet des restrictions en matière de consommation d'eau en période de sécheresse. Ce thème s'inscrivant dans le cadre de l'action nationale sécheresse, cette visite d'inspection fait l'objet du présent rapport.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAEME DANONE EAUX FRANCE
- AMPHION ZI DU VIGNOBLE FRANC 74500 Publier
- Code AIOT : 0006104663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de Publier/Amphion a été construite en 1965. Elle embouteille la totalité de l'eau minérale captée à partir de l'impluvium situé sur le plateau de Gavot. L'usine produit annuellement 2

milliards de bouteilles, de différents formats (soit environ 6 millions par jour). Le conditionnement est réalisé pour l'essentiel en bouteilles en PET. L'usine produit les préformes au moyen de presses à injecter, les préformes étant ensuite soufflées sur les chaînes de remplissage. À ce titre elle utilise environ 100 tonnes par jour de granulés PET.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 13 août 2018 qui a fait suite à une reconstruction importante de l'usine destinée à accroître la capacité d'embouteillage tout en améliorant le cloisonnement du site vis à vis du risque d'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Existence et validité d'une adaptation des restrictions: PSH et historique des consommations	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article annexe 6
3	Existence et validité d'une adaptation des prescriptions: indicateurs eaux	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article annexe 6

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Alimentation en eau : eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 2.1.1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à cette visite de contrôle, l'inspection demande à l'exploitant de conduire les actions suivantes avant l'été:

- mettre en cohérence les données GERP et les données du PSH concernant l'historique des consommations;
- transmettre au Préfet un courrier récapitulatif des actions de réduction des prélèvements réalisées et un plan d'actions détaillé des actions à venir, associé à un calendrier de réalisation.

Il est également demandé à l'exploitant de justifier que le pompage au lac utilisé à des fins sanitaires et alimentaires est bien autorisé au titre du code de la santé publique, come prévu à l'article L.1321-7 du code de la santé publique. A défaut, la situation devra être régularisée en lien avec l'ARS.

Par ailleurs, à titre d'observations pour l'instant, l'inspection demande à l'exploitant:

- d'adresser à l'inspection comme indiqué dans l'arrêté du site le résultat du calcul mensuel de sa consommation spécifique d'eau.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Alimentation en eau : eaux industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2018, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, alimentation en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> 2.1.2 – Eaux industrielles</p> <p>L'eau industrielle proviendra du pompage dans le lac Léman de « la Léchère ». Le pompage par puits dans la nappe d'accompagnement de la Dranse sera exclusivement utilisé en secours. Le prélèvement maximal d'eau autorisé est de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 150 m3/h en valeur instantanée,</li> <li>• 2000 m3 en moyenne journalière.</li> </ul> <p>La consommation spécifique d'eau sera calculée mensuellement. Le résultat du calcul sera adressé trimestriellement à l'inspecteur des installations classées de la DREAL, avec les résultats des contrôles périodiques cités à l'article 2.5.3. Ces ratios incluent l'ensemble des eaux de réseau et des eaux minérales utilisées pour le fonctionnement des chaînes et des utilités (les volumes</p>

correspondant aux installations communes étant affectés au prorata des volumes embouteillés). Ils n'incluent pas l'eau embouteillée elle-même.
<p><b>Constats :</b> <i>Le constat ci-dessous a été modifié à la demande de l'exploitant pour des raisons de confidentialité. Le constat original figure en annexe confidentielle.</i></p> <p>L'inspection a contrôlé le volume consommé le 18 juin. Il était au total de 1994 m3. Le volume maximal autorisé de 2000 m3 par jour était donc respecté ce jour là.</p> <p>L'inspection confirme à l'exploitant que le prélèvement maximal d'eau autorisé est de 2000 m3 par jour et de 150 m3/h en valeur instantanée.</p> <p>L'exploitant indique que depuis mars 2023, le prélèvement est bridé pour que le volume maximal d'eau prélevé par jour ne dépasse pas 2000 m3, pour éviter les dépassements qui pouvaient avoir lieu les années précédentes.</p> <p>Le débit est fixé à 50m3/h maximal.</p> <p>L'exploitant indique que le pompage par puits dans la nappe d'accompagnement de la Dranse n'est plus utilisé sauf en secours incendie.</p>
<p><b>Observations :</b> Si l'exploitant assure un suivi de sa consommation spécifique d'eau, le résultat du calcul mensuel n'est pas adressé à l'inspection comme indiqué dans l'arrêté. L'exploitant doit y remédier dès maintenant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 :** Existence et validité d'une adaptation des restrictions: PSH et historique des consommations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article annexe 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Annexe 6 de l'arrêté cadre départemental sécheresse:</p> <p>Pour les usages industriels, en fonction du niveau de gravité:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réduction de 25% des volumes en alerte,</li> <li>- de 50% en alerte renforcée,</li> <li>- interdiction, sauf impératifs sanitaires en crise,</li> </ul> <p>sauf,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les activités commerciales, artisanales et industrielles alimentées par le réseau d'eau potable et consommant moins de 7 000m3/an ;</li> <li>- les établissements bénéficiant d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse ;</li> <li>- les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> <i>Le constat ci-dessous a été modifié à la demande de l'exploitant pour des raisons de confidentialité. Le constat original figure en annexe confidentielle.</i></p> <p>L'exploitant a répondu au sondage DREAL AURA lancé le 14 février 2023 sur ses prélèvements et a demandé à bénéficier d'une adaptation au titre du cas 3.</p> <p>Cas 3: Cas des sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...). Pour pouvoir bénéficier de ce 3ème critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.</p>

L'exploitant a présenté son plan de sobriété hydrique à l'inspection.

La SAEME prélève des eaux souterraines dans la nappe d'eau minérale d'Evian pour l'embouteillage d'eau minérale. Ce prélèvement est réglementé par plusieurs arrêtés datant de 2007 à 2021 pris par la DDT au titre de la police de l'eau.

La SAEME prélève également des eaux de surface dans le Lac Léman pour alimenter les besoins de la SAEME. L'usine n'est pas connectée au réseau AEP. L'eau du lac léman est utilisé pour les utilités, les sanitaires, le lavage des machines...

L'exploitant devra justifier que le pompage au lac utilisé à des fins sanitaires et alimentaires est bien autorisé au titre du code de la santé publique, come prévu à l'article L.1321-7 du code de la santé publique. A défaut, la situation devra être régularisée en lien avec l'ARS.

Concernant la partie "historique des consommations" du PSH, il apparaît que le volume annuel 2022 prélevé dans les eaux souterraines indiqué dans le PSH, est différent de celui déclaré dans GEREP.

Il en est de même pour le volume annuel prélevé en 2022 dans le lac Léman.

L'exploitant indique concernant les eaux souterraines, qu'il y a sur leur tableau de suivi du site une ligne «total pompé » et une ligne «total pompé corrigé ». Cette dernière correspond à la variation du stock dans les réservoirs à l'instant du relevé. Au 1er janvier 2022 et au 1er janvier 2023 le volume de stockage était de 3795m3 (la différence entre les 2 valeurs précédentes). A titre d'information, cette différence ne peut excéder 10 000m3 (capacité maximale de stockage intermédiaire: capacité des réservoirs). En terme de prélèvement, c'est donc le « total pompé » que l'exploitant déclare. La valeur déclarée sous GEREP est donc correcte. L'exploitant doit donc mettre son PSH à jour dans ce sens.

Concernant les eaux de surface, l'exploitant indique qu'il y a eu une erreur humaine dans la saisie GEREP, L'exploitant va corriger GEREP. Pour autant cette valeur ne correspond pas au volume indiqué dans le PSH. L'exploitant devra expliquer cette différence.

De la même manière, les résultats des années précédentes depuis 2003 ne sont pas cohérents entre GEREP et le PSH.

L'exploitant doit expliquer les différences et modifier le PSH si nécessaire en justifiant les données. En effet, le PSH indique que le prélèvement d'eau dans le lac Léman en 2022 a baissé de 35%, alors que les données GEREP n'indiquent aucune baisse, voire même une augmentation du prélèvement.

Les données GEREP et PSH doivent donc être mises en cohérence.

Il est à noter qu'une partie des eaux prélevés dans le Lac sont traitées par la station de traitement des eaux du site avant d'être rejeté dans la Dranse qui se jette dans le Lac, soit 170 000 m3 en 2022.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Proposition de délais:** avant l'été

**N° 3 :** Existence et validité d'une adaptation des prescriptions: indicateurs eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article annexe 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, sécheresse

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Annexe 6 de l'arrêté cadre départemental sécheresse:

Pour les usages industriels, en fonction du niveau de gravité:

- réduction de 25% des volumes en alerte,
- de 50% en alerte renforcée,
- interdiction, sauf impératifs sanitaires en crise,

sauf,

- les activités commerciales, artisanales et industrielles alimentées par le réseau d'eau potable et consommant moins de 7 000m<sup>3</sup>/an ;
- les établissements bénéficiant d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse ;
- les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité).

**Constats :** *Le constat ci-dessous a été modifié à la demande de l'exploitant pour des raisons de confidentialité. Le constat original figure en annexe confidentielle.*

L'exploitant a défini 5 indicateurs de suivi de la consommation d'eaux pour le site: NWU, TWU, NTWU, GWU, EIC.

- **NWU (Natural Water Use) :** Ce ratio a baissé de 7% en 10 ans (de 2009 à 2019) selon le PSH.
- **TWU (Total Water Use) :** a baissé de 14% en 10 ans selon le PSH.
- **TNWU (Total Natural Water Use).**

Le week-end, seules 4 à 6 lignes d'embouteillage sur 10 tournent.

L'exploitant précise que la réduction des pertes en amont de l'usine sont gérés par les hydrogéologues qui travaillent sur la fréquence et l'optimisation des nettoyages.

- **EIC (Eau industrielle consommée) :** Ce ratio est suivi depuis janvier 2022 seulement. L'exploitant a lancé un chantier de modernisation du réseau d'eau industrielle pour diminuer les pertes en 2022. Ce réseau date de 1964, date de création de l'usine. L'exploitant a arrêté l'arrosage avec l'eau du lac Léman sur le site de l'usine pour passer à un arrosage à l'eau de pluie. Il a également été détectée une fuite sur le réseau début 2023. La rénovation d'une partie du réseau va aider l'exploitant à identifier les fuites restantes.

- **GWU (Global Water Use):** Le ratio a baissé de 15% depuis 2003 selon le PSH.

Les actions de réduction des prélèvements présentées dans le PSH méritent d'être plus détaillées. L'exploitant transmettra au Préfet avant l'été un courrier récapitulatif des actions de réduction des prélèvements réalisées et un plan d'actions détaillé des actions à venir, associé à un calendrier de réalisation.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Proposition de délais:** avant l'été